



Exco
Naxis

6 Rue du Rhône
BP 20072
90002 BELFORT CEDEX
Tél. : 03 84 28 17 16
Fax : 03 84 55 04 23

Philippe AUCHET
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes
associé.

Lauriane STROCK
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes
associée.

Sophie AUCHET
Expert-comptable.

Agence de Développement et d'Urbanisme

Du Pays de Montbéliard

8 Avenue des Alliés – BP 98407

25 208 MONTBELIARD CEDEX

SIREN 381 092 535

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Mesdames, Messieurs les Adhérents de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « A.D.U. » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les conventions de financement : validation du respect des objectifs demandés dans le cadre de ces conventions et contrôle de la période de rattachement des produits et charges associés.
- Le suivi des affaires : validation de l'état d'avancement des travaux, contrôle de la facturation et recoupement avec les contrats signés avec les communes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de l'Association le 3 juin 2024.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Belfort, le 5 juin 2024



Le Commissaire aux Comptes

EXCO NAXIS

Philippe AUCHET

Bilan actif 2023

BILAN	Brut	Amortissements Provisions	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	60 041	60 041		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	307 654	267 054	40 600	50 361
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
ACTIF IMMOBILISE	367 695	327 094	40 600	50 361
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	146 385,00		146 385	107 594,10
Autres créances	64 402		64 402	76 371
Divers				
Disponibilités	1 015 401		1 015 401	990 892
Charges constatées d'avance	15 624		15 624	16 274
ACTIF CIRCULANT	1 241 812		1 241 812	1 191 131
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	1 609 507	327 094	1 282 412	1 241 491

31/12/2023

Bilan passif 2023

BILAN	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Autres réserves	749 251	637 435
RESULTAT DE L'EXERCICE	-34 030	111 816
FONDS PROPRES	715 221	749 251
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	715 221	749 251
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	134 726	167 726
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	134 726	167 726
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 948	57 764
Dettes fiscales et sociales	292 844	223 813
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 488	
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	72 186	42 937
DETTES	432 465	324 515
Ecarts de conversion - Passif		
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	1 282 412	1 241 491

31/12/2023

Compte de résultat 2023

COMPTE DE RESULTAT	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation	%
Prestations de services	109 860	7,68	137 913	9,62	-28 053	-20,34
Produits des activités annexes	10 600	0,74	9 950	0,69	650	6,53
Subventions d'exploitation	1 186 827	82,95	1 181 900	82,43	4 927	0,42
Reprises et Transferts de charge	36 590	2,56	17 082	1,19	19 507	
Autres produits			10	0,00	-10	
Cotisations	86 882	6,07	86 886	6,06	-3	0,00
Report des ressources						
Produits d'exploitation	1 430 758	100,00	1 433 741	100,00	-2 982	-0,21
Autres achats non stockés	9 136	0,64	9 814	0,68	-678	-6,91
Charges externes	124 350	8,69	118 784	8,28	5 565	4,69
Impôts et taxes	81 538	5,70	66 517	4,64	15 021	22,58
Salaires et Traitements	874 437	61,12	779 265	54,35	95 172	12,21
Charges sociales	365 323	25,53	312 868	21,82	52 455	16,77
Amortissements et provisions	35 080	2,45	38 211	2,67	-3 131	-8,19
Subventions accordées par l'association						
Autres charges	501	0,04	491	0,03	10	
Charges d'exploitation	1 490 366	104,17	1 325 951	92,48	164 415	12,40
RESULTAT D'EXPLOITATION	-59 607	-4,17	107 790	7,52	-167 398	-155,30
Produits financiers	32 316	2,26	4 926	0,34	27 390	556,03
Charges financières						
Résultat financier	32 316	2,26	4 926	0,34	27 390	556,03
RESULTAT COURANT	-27 292	-1,91	112 716	7,86	-140 008	-124,21
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles						
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les sociétés	6 738	0,47	900		5 838	
EXCEDENT OU PERTE	-34 030	-2,38	111 816	7,80	-145 846	-130,43
EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Mise à disposition gratuite des biens et servi	127 138	8,89	134 247	9,36	-7 109	-5,3
Charges	127 138	8,89	134 247	9,36	-7 109	-5,3
Prestations en nature	127 138	8,89	134 247	9,36	-7 109	-5,3
Produits	127 138	8,89	134 247	9,36	-7 109	-5,3

Annexe des comptes annuels

Exercice du 01/01/23 au 31/12/23

Nom de l'entreprise	Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard
Activité exercée	Aménagement du territoire
Adresse	8 avenue des alliés BP98407 25208 MONTBELIARD CEDEX

SOMMAIRE

1	Objet social et moyens de l'association	2
2	Faits caractéristiques de l'exercice	2
3	Règles et méthodes comptables.....	2
4	Engagements financiers et autres éléments significatifs	3
4.1	Engagements financiers	3
4.2	Autres éléments significatifs	3
5	Notes sur le bilan actif	5
6	Notes sur le bilan passif	6
7	Détail produits et charges.....	7
7.1	Subventions d'exploitation	7
7.2	Produits à recevoir	8
7.3	Charges constatées d'avance	8
7.4	Charges à payer	8
7.5	Produits constatés d'avance	9
7.6	Charges et produits exceptionnels	9
8	Participations.....	9

Total du bilan avant répartition	1 282 412	Résultat : perte	-34 030
-------------------------------------	-----------	------------------	---------

Agence de Développement
et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard

8, avenue des Alliés - BP 98407
25208 Montbéliard cedex
Tél. : +33 (0)3 81 31 86 00

www.adu-montbeliard.fr



1 Objet social et moyens de l'association

L'association a pour objet, dans un cadre partenarial, l'entretien d'une observation mutualisée du territoire et de ses dynamiques de développement, la recherche de coordination des politiques publiques et de mise en cohérence des projets des membres ainsi que la conduite d'études concourant à la définition, au suivi et à la mise en œuvre de stratégies de planification et d'aménagement spatial.

Elle a vocation à intervenir plus particulièrement dans les domaines de l'urbanisme et de la planification, du développement économique et social, des mobilités, de l'habitat et du logement, du génie urbain et des transports, des paysages et de l'environnement, des loisirs et du tourisme, de la formation, de la culture et de la communication, du sanitaire et social, de la participation citoyenne et de la concertation.

Chaque salle de réunion est équipée d'un écran tactile et d'un système de visio-conférence.

2 Faits caractéristiques de l'exercice

L'examen des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 fait ainsi apparaître pour l'association un **déficit de 34 029,96 euros** contre un excédent de 111 816 euros pour les comptes clos l'année précédente. Ce déficit était anticipé dans un budget 2023 qui prévoyait une perte de -50 000 euros.

La caractéristique principale du bilan 2023 concerne les dépenses de personnel. Depuis 2016, les différents exercices ont été marqués par un fonctionnement dégradé de l'association, lié à des mouvements de personnels et des difficultés de recrutement. Les résultats positifs enregistrés chaque année s'expliquaient en partie par des économies réalisées sur les salaires.

Durant l'année 2023, l'effectif permanent de l'association s'est stabilisé à son niveau « normal » et a été complété de CDD. L'accumulation des effets de l'inflation sur les salaires s'est ajoutée à un effectif exceptionnellement élevé en 2023, expliquant cette forte hausse des dépenses de personnel.

3 Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement, de présentation des comptes annuels, des règlements comptables 2006-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et dépréciation des actifs et 2004-2006 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations corporelles et incorporelles** : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- **Amortissements** : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciel : 3 ans

Matériel de bureau et informatique : 3 ans

Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage.



- **Charges à payer** : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'administration fiscale comme des « provisions », à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat, figure paragraphe 6. Cette récapitulation vaut état de fait.
- **Provisions pour risques et charges** : conformément au règlement CRC2000-06 appliqué à partir du 1/1/2002, les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est considéré comme certain ou probable et qu'il peut être estimé d'une manière suffisamment fiable.
- **Les comptes annuels de l'exercice 2023** ont été établis conformément aux dispositions du plan comptable des associations, tel qu'il est défini dans le règlement n° 99-01 du 16 février 1999 par le Comité de Réglementation Comptable.
- **Immobilisations financières** : Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

4 Engagements financiers et autres éléments significatifs

4.1 Engagements financiers

Engagements donnés	
Effets escomptés non échus	
Avals & cautions	
Crédit-bail mobilier (2058-C YQ)	
Crédit-bail immobilier (2058-C YR)	
Autres engagements (*)	9 789€

(*) Cout de la location longue durée d'1 copieur du 1/1/2024 au 31/12/2026 :

Dettes garanties par des sûretés réelles	
Montant garanti	NA

4.2 Autres éléments significatifs

Instruction fiscale du 15/09/1998 et réponse de la direction générale des impôts sur les agences d'urbanisme regroupées au sein de la FNAU : mise en place d'un secteur fiscalisé à compter du 1er janvier 2000.

L'agence a une activité non fiscalisée qui relève de la taxe sur les salaires et une activité lucrative soumise à la TVA et à l'IS et pour laquelle une liasse fiscale est déposée.

Les contributions volontaires en nature

Elles ont été évaluées à 127.138 € et correspondent à une mise disposition gratuite selon le détail ci-dessous :

Mise à disposition de locaux : 61 025 €

Frais de gestion générale : 61 128 €

Matériel mis à disposition : 4 985 €

Fonds dédiés

Non applicable

Engagement en matière de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier.

A la clôture de l'exercice, les indemnités de fin de carrière ont été calculées et comptabilisées conformément aux normes comptables.

Le total de l'engagement au 31 décembre 2023 au titre des IFC s'élève à 134 726 € et la reprise sur provision de l'exercice est de 33 000 €.

5 Notes sur le bilan actif

Frais d'établissement	Non applicable
------------------------------	----------------

Fonds commercial	Non applicable
-------------------------	----------------

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	67 280		7 239	60 041
Immobilisations corporelles	288 787	25 320	6 453	307 654
Immobilisations financières				
Total	356 067	25 320	13 692	367 695
Amortissements & Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	67 280		7 239	60 041
Immobilisations corporelles	238 426	35 080	6 453	267 053
Immobilisations financières				
Total	305 706	35 080	13 692	327 094

Fonds commercial	Non applicable
-------------------------	----------------

Etat des créances				
Type de créance	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Actif immobilisé				
Actif circulant & charges d'avance	226 411	226 411		
Total				

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	
Créances rattachées à des participations	
Immobilisations financières	
Clients & comptes rattachés	49 151
Autres créances	64 402
Disponibilité	18 401

Charges à répartir	Non applicable
--------------------	----------------

6 Notes sur le bilan passif

Fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Réserves	637 435	111 816		749 251
Excédent ou déficit de l'exercice			34 030	-34 030
Total	637 435	111 816	34 030	715 221

Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions fonds dédiés				0
Provisions pour risques et charges	167 726		33 000	134 726
Total	167 726	0	33 000	134 726

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	48 232	44 632	3 600	
Dettes fiscales & sociales	292 844	292 844		
Dettes sur immobilisations	5 488	5 488		
Autres dettes	0	0		
Produits constatés d'avance	72 186	72 186		
Total	418 750	415 150	3 600	

Dettes représentées par des effets de commerce	Non applicable
--	----------------

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts & dettes établissement de crédit	
Emprunts & dettes établissement divers	
Fournisseurs	13.716
Dettes fiscales & sociales	183 002
Autres dettes	

7 Détail produits et charges

7.1 Subventions d'exploitation

SUBVENTION	REEL 2023	SOLLICITE 2023	REEL 2022
Etat	108 382	86 643	103 563
Région	63 000	63 000	60 500
Département	20 000	19 600	24 600
Pôle Métropolitain	23 500	23 500	23 500
Pays Montbéliard Agglomération	890 100	893 600	896 400
PETR du Doubs Central	8 925	30100	4 500
CC Rahin et Chérimont	10 000	10 000	10 000
CCTriangle Vert	10 000	10 000	10 000
Sochaux et Badevel	27 480	27 480	18 000
ANR	20 440	18 000	28 470
Organismes sociaux & divers	5 000		2 367
TOTAL	1 186 827	1 181 923	1 181 900

7.2 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

		N	N-1
Clients et comptes rattachés		49 151	66 548
418 100	Clients factures à établir	49 151	66 548
		N	N
Autres créances		64 402	71 781
409 700	Fournisseurs, avoir à recevoir		
428 700	Pers. Produits à recevoir		
438 710	CPAM : IJSS à recevoir	28	
441 700	Subvention à recevoir	64 374	71 781
468 700	Débit. créd. div. produits à recevoir		
Total des produits à recevoir		113 553	138 329

7.3 Charges constatées d'avance

		N	N-1
486 000	Charges constatées d'avance	15.624	16 274

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'association.

7.4 Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan

		N	N-1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		13 716	18 091
408 100	Feurs fact. non parvenues	13 716	18 091
408 400	Feurs d'immob. fact. non parvenues		
		N	N
Dettes fiscales et sociales		183 002	147 048
428 200	Provisions Congés à payer	114 191	95 360
428 600	Personnel, charges à payer	6 012	1 891
438 200	Org. soc. charges sur congés payés	46 818	38 430
438 600	Org. soc. Charges à payer	2 803	639
448 200	Charges fiscales /congés payés	12 561	10 728
448 600	Etat : charges à payer	617	
		N	N
Autres dettes		0	0
419 800	Avoir à établir		
468 600	Divers : charges à payer		
Total - Charges à payer		196 718	165 139

7.5 Produits constatés d'avance

		N	N-1
487 000	Prod.const. d'avance /prog.partagé	32 103	36 660
487 100	Prod.const. d'avance /lucratif	40 083	6 277
Total - Produits constatées d'avance		72 186	42 937

7.6 Charges et produits exceptionnels

Non significatif

8 Participations

Néant